



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Novembre 2016

<http://www.defense.gouv.fr/irsem>

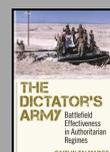
VIE DE L'IRSEM (p. 1)

Dernières publications, soutenances de thèse, équipe, présentation du master « expertise des conflits armés », événements, actualité des chercheurs

VEILLE SCIENTIFIQUE (p. 7)

Religion et conflits, forces armées et relations transatlantiques, défense et société, armement et économie de défense, Afrique, Asie du Sud-Est, Maghreb/Moyen-Orient

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE (p. 10)



À VENIR (p. 14)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS



Étude n°46 - 2016

« Les États-Unis au Moyen-Orient : évolutions et perspectives stratégiques », sous la direction d'Antoine COPPOLANI et de Pierre RAZOUX.

L'élection du nouveau Président des États-Unis en 2016 aura nécessairement un impact majeur sur les équilibres géopolitiques complexes au Moyen-Orient. Au-delà des effets d'annonce, il est trop tôt pour dire quelle sera véritablement la politique moyen-orientale du prochain hôte de la Maison-Blanche. Mais il paraît certain que la compréhension de l'évolution du jeu politique, diplomatique, économique et militaire des États-Unis dans cette région stratégique paraît d'autant plus cruciale que le Moyen-Orient semble être redevenu un espace où s'affrontent les ambitions contradictoires d'acteurs régionaux et globaux. Par bien des aspects, la situation qui prévaut aujourd'hui dans la région rappelle la politique d'équilibre prônée par les Américains et les Soviétiques, à la fin des années 1970.

Cette Étude de l'IRSEM n'ambitionne pas de broser un panorama exhaustif de la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, pas plus qu'elle n'a la prétention d'anticiper la stratégie de la future administration dans cette région. Elle a vocation à répondre à certaines questions posées en laissant s'exprimer des experts universitaires qui connaissent le terrain, de manière à pouvoir l'appréhender, si nécessaire, sous un angle original. De fait, cette étude regroupe une sélection des meilleures contributions présentées lors du séminaire international consacré à *La politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient : évolutions et perspectives stratégiques*, organisé conjointement à Montpellier, les 7 et 8 avril 2014, par l'Université Paul Valéry et l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

Les contributeurs sont tous des universitaires enseignant en France, en Europe, en Amérique du Nord ou au Moyen-Orient, certains ayant exercé des responsabilités dans la sphère institutionnelle de leur pays. Comme toute sélection, celle-ci est nécessairement arbitraire et ne recouvre pas l'ensemble du spectre stratégique. Elle offre néanmoins un focus intéressant sur certains des dossiers les plus emblématiques impliquant les États-Unis au Moyen-Orient.





Research Paper n°29 - 2016

« [Reforming the People's Liberation Army: a key element in the renewal of the Chinese state](#) », par Juliette GENEVAZ, chercheur Chine à l'IRSEM.

The decision handed down by the Permanent Court of Arbitration on the issue of China's presence in the South China Sea revealed the recent modernisation of the Chinese armed forces. In January 2016, the PRC's Central Military Commission published a guideline on deepening national defence and military reform, launching a widespread military reform that aims to change the nature of China's armed forces between now and 2020. The stage was set in September 2015, on the occasion of an eminently political military parade orchestrated by Xi Jinping's government in Beijing. The event was to commemorate the seventieth anniversary of the end of the Sino-Japanese war.

The reforms put in place by this Guideline are a first in the history of the PLA. They aim to resolve significant issues that hampered the modernisation process of the People's Liberation Army for over a generation, such as the fragmentation of the command chain, the corruption of senior military leaders and the domination of the ground forces even when threats to national security had become maritime threats.

Military reform is a key element in the revival of the nation, undertaken by Xi Jinping with the slogan "the Chinese Dream"; he plans to transform Chinese society into "a moderately well-off society" and the state into "a modern, prosperous, powerful socialist state." The most recent Chinese White Paper on Defence, published in 2015, places military modernisation in the perspective of the "Chinese Dream". Xi Jinping set two dates to assess the results of his policy: 2021, the centenary of the Communist Party of China, and 2049, the centenary of the People's Republic of China. The military reform, which should be completed by 2020, is therefore the first step in the new Chinese leader's political programme.



Note de recherche n°32 - 2016

« [La composante réserve aux États-Unis : une force opérationnelle](#) », par le LCL Arnaud PLANIOL, chercheur sociologie des forces armées à l'IRSEM.

Aux États-Unis, la composante réserve a toujours tenu une place centrale dans l'appareil de défense, même si le rôle de celle-ci a évolué au fil du temps. Perçue pendant longtemps comme une réserve stratégique utilisée en cas de conflit majeur, elle s'est transformée depuis la fin de la guerre du Vietnam en une force opérationnelle souple et réactive, complémentaire des unités d'active.

Bien que le terme de réserve soit souvent employé indistinctement, il faut bien faire la différence entre, d'une part, la réserve fédérale et, d'autre part, les gardes nationales, qui dépendent des différents États ou territoires américains. Fruit de l'histoire et de l'équilibre délicat entre échelons local et fédéral, cette organisation duale peut paraître parfois complexe et inadaptée aux défis que les armées américaines doivent aujourd'hui relever.

Celles-ci se différenciant de moins en moins en termes d'équipements, de missions et d'entraînements, il pourrait donc légitimement se poser la question d'une simplification du système actuel par une éventuelle fusion de ces deux composantes. Néanmoins, une telle éventualité est peu probable, le modèle actuel reposant sur deux postulats : la séparation claire des prérogatives fédérales et locales mais aussi la place centrale accordée au *National Guard*, soldat-citoyen, dans l'inconscient collectif américain.

SOUTENANCES DE THÈSE

Le 5 novembre 2016, Luc KLEIN, Jeune Chercheur de l'IRSEM, a soutenu sa thèse en droit public, à Strasbourg, intitulée « Le contrôle institutionnel de la force armée en démocratie », sous la direction du professeur Eric Maulin.

Le 25 novembre 2016, Solène SOOSAITHASAN, Jeune Chercheuse de l'IRSEM, a soutenu sa thèse en science politique, à l'Université de Lille 2, intitulée « L'influence du système international sur l'évolution de la violence dans les conflits civils – le cas du Sri Lanka - Inde », sous la direction de Thomas Lindemann.

ÉQUIPE

L'IRSEM a accueilli Gisèle DYVRANDE qui s'occupe des aides doctorales et post-doctorales au sein du bureau soutien à la recherche.

Dans le cadre de ses attributions, Gisèle DYVRANDE participe au soutien financier des Jeunes Chercheurs (procédure d'attribution des allocations et des aides à la mobilité). Elle apporte également un soutien à l'organisation du séminaire mensuel « Jeunes Chercheurs ».

Précédemment, Madame Dyvrande a occupé le poste de chargé des concours et des examens professionnels, au département carrières et compétences de la direction des ressources humaines du ministère de la Défense.



Toute l'équipe de l'IRSEM souhaite la bienvenue à son nouveau directeur scientifique, Jean-Vincent HOLEINDRE, nommé par arrêté du ministre de la Défense.

Docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), agrégé de science politique, Jean-Vincent HOLEINDRE est Professeur à l'Université de Poitiers où il enseigne la philosophie politique, les relations internationales et la sociologie politique. Enseignant également à Sciences Po et à l'Université Panthéon-Assas, il est chercheur associé au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron de l'EHESS (UMR CNRS 8036).

Auteur de nombreux ouvrages et articles de référence, ses travaux de recherche se situent au carrefour de la philosophie politique et des études sur la guerre. Soutenu pour sa thèse par le Ministère de la défense et rattaché alors au Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD), il a ensuite fait partie des Jeunes Chercheurs de l'IRSEM depuis la création de l'Institut jusqu'à son recrutement comme Maître de conférences en science politique à l'Université Panthéon-Assas en 2011. L'ouvrage issu de sa thèse de doctorat, *La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie*, est à paraître aux éditions Perrin en février 2017.



Alice PANNIER, postdoctorante à l'IRSEM pour l'année universitaire 2016-2017, vient d'être recrutée comme Assistant Professor à la School for Advanced Studies de l'Université John Hopkins (Washington, États-Unis) à compter de l'été 2017. Financée pour son doctorat par le ministère de la Défense, elle est l'auteure d'une thèse portant sur la coopération militaire franco-britannique réalisée à Sciences Po sous la direction du professeur Frédéric Ramel, directeur scientifique de l'IRSEM entre 2009 et 2013. Alice PANNIER a publié plusieurs articles dans des revues scientifiques en français et en anglais (*Politique étrangère*, *European Security*, *Journal of Strategic Studies*). Ce recrutement confirme l'excellence des chercheurs en études stratégiques formés en France, dont l'IRSEM s'efforce d'identifier et de faire fructifier le potentiel. Toute l'équipe de l'IRSEM est fière du parcours d'Alice PANNIER, lui adresse ses plus chaleureuses félicitations et lui souhaite un plein succès dans ses futures fonctions.

PRÉSENTATION DU MASTER EXPERTISE DES CONFLITS ARMÉS

Master II professionnel Expertise des conflits armés, mention histoire Institut des Études sur la Guerre et la Paix, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, directeur Hervé DRÉVILLON, co-directeur Lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES.

Le Master « expertise des conflits armés » est coordonné par le professeur Hervé DRÉVILLON et le Lieutenant-colonel Olivier ENTRAYGUES, chercheur à l'IRSEM au sein du domaine « Pensée stratégique ». Il se focalise sur les logiques conflictuelles de longue durée, et offre une ouverture, dans la perspective des « war studies », à la diversité des champs disciplinaires, comme le droit international, la géopolitique, la science politique, la gestion, et l'histoire. L'étudiant pourra ainsi acquérir de solides compétences rédactionnelles et dominer et valoriser la méthode historique, dans toute sa dimension critique.

Les étudiants qui suivent ce master se destinent aux métiers du journalisme de défense, de l'analyse pour des organismes publics ou bien non gouvernementaux, ou encore au conseil aux entreprises engagées dans des zones de conflits. Il peut également s'inscrire

dans la préparation au recrutement des officiers sur titre de l'ESM de Saint-Cyr, c'est-à-dire titulaires d'un Master II.

L'enseignement se fait en français et en anglais, avec des intervenants venant du monde civil et du monde militaire. Les deux séminaires principaux portent sur les thèmes « étudier la guerre » et « anglais de défense ». Enfin, un stage de 3 à 6 mois, accompagné d'un rapport de stage et de sa soutenance vient compléter la formation.

Contact

Responsable administratif et inscription :

Régis VERWIMP

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Centre Sorbonne

1, rue Victor Cousin, 75005 Paris

CRHM 3e étage - G 678

Téléphone : +33 1 40 46 33 28

Courriel : sgiegp@univ-paris1.fr

ÉVÉNEMENTS

16 novembre : Visite de la Norwegian Business School

L'IRSEM a reçu le 10 novembre la visite d'une délégation norvégienne de 35 étudiants issus du master exécutif sur la sécurité et la géopolitique intitulé « Security Management and Cultural Conflict » organisé par le BI Norwegian Business School à destination principalement des forces armées norvégiennes. Les officiers ainsi formés ont ensuite vocation à être envoyés dans les opérations militaires à l'étranger. Ce master forme également des civils travaillant sur des questions de sécurité (dans la police, l'administration norvégienne ou les ONG).

Ce séminaire a été l'occasion pour le directeur et les chercheurs de l'IRSEM de présenter l'institut et ses travaux de recherche.



16 novembre : séminaire Jeunes Chercheurs

Le dernier séminaire des Jeunes Chercheurs, animé par les professeurs Hervé DRÉVILLON et Jean-Vincent HOLEINDRE, s'est tenu le mercredi 16 novembre, exceptionnellement au Service historique de la défense, à Vincennes.

Clarisse DIDELO-LOISEAU et Yann RICHARD, géographes à l'Université Paris 1, sont intervenus sur le thème « Géopolitique, tendances et représentation sociale ». Anne-Sophie ANGLARET, doctorante à l'Université Paris 1, a présenté ses travaux sur *La Légion française des combattants (1940-1945)*.



17 novembre : 3^e édition des Journées Géopolitiques de Reims « Le Proche-Orient en recomposition »



La troisième édition des Journées Géopolitiques de Reims, organisée en partenariat avec l'IRSEM, s'est tenue le jeudi 17 novembre 2016. Les interventions se sont concentrées sur la recomposition au Proche-Orient et les récentes dynamiques à l'œuvre dans cette région.

29 novembre : colloque international Où va l'Iran ?



L'École militaire a eu le plaisir d'accueillir ce mardi 29 novembre 2016 le colloque international « Où va l'Iran ? », organisé conjointement par l'IRSEM et l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis. Cette manifestation scientifique, menée à l'initiative de Pierre RAZOUX et Philippe BOULANGER, avait pour but de faire le point sur l'Iran actuel et ses perspectives alors que le pays se situe à un moment charnière.

Un an et demi après la conclusion de l'accord de juillet 2015 sur le nucléaire, six mois avant l'élection présidentielle iranienne, l'Iran fait l'objet d'un intérêt tout particulier que l'on met trop souvent en parallèle avec l'ouverture du pays. La réalité est pourtant bien plus complexe et certains Iraniens considèrent qu'ils bénéficient surtout du nouveau regard adopté par les occidentaux.

A travers quatre tables rondes sur l'évolution économique et politique de l'Iran, l'environnement régional, la géopolitique internationale et les transformations de la société iranienne, les quinze intervenants – venus d'Iran, de Belgique, de Suisse, du Canada et de France – ont dressé un panorama large des défis qui attendent le pays et de la manière dont il se structure.

Le manque de visibilité reste pourtant un frein comme c'est le cas sur le plan économique où beaucoup de banques n'osent pas encore s'engager. Du point de vue géopolitique, il a notamment été question de la filiation assumée entre l'Iran et le Hezbollah, des relations du pays avec la Turquie mais aussi de la manière dont l'Iran – qui possède les atouts pour devenir un acteur majeur – se perçoit et est perçu par les autres puissances.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Delphine ALLÈS

- Conférence « Petits... mais costauds ! Quelle diplomatie pour les petits États ? », Bibliothèque publique d'information (BPI - Beau-bourg), Paris, 21 novembre 2016.



Juliette GENEVAZ

- Article « [Political indoctrination in the Chinese military: Towards a post-revolutionary People's Liberation Army](#) », *China Information*, 24 novembre 2016.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Article « [The African Union and the International Criminal Court: Counteracting the crisis](#) », *International Affairs*, 92:6, 2016, p. 1319-1342.

- Article « [L'Afrique et la Cour pénale internationale \(1/2\) : une justice de 'Blancs' ?](#) », *Le Monde Afrique*, 31 octobre 2016.

- Article « [L'Afrique et la Cour pénale internationale \(2/2\) : comment sortir de l'impasse ?](#) », *Le Monde Afrique*, 1^{er} novembre 2016.

- Article « [L'Afrique et la Cour pénale internationale : chronique d'un divorce annoncé](#) », *The Conversation France*, 3 novembre 2016.

- Article « [African Nations and the International Criminal Court: The Real Motives Behind Withdrawal](#) », *International Affairs* Medium blog, 28 novembre 2016.

- Table ronde « L'éthique des armes » avec l'ingénieur général Alain Crémieux et le général Benoît Royal, 53^e session nationale « Armement et économie de défense » de l'IHEDN, École militaire, Paris, 3 novembre 2016.

- Débat sur « Les armes de la guerre du futur », Futurapolis, organisé par *Le Point*, Muséum d'histoire naturelle, Toulouse, 4 novembre 2016.

- Conférence « Autonomous Weapons Systems in Future Conflicts », NATO Defense College Senior Course 129, Rome, Italie, 16 novembre 2016.



Sonia LE GOURIELLEC

- Article « [Éthiopie, le prix politique du développement à marche forcée](#) », *The Conversation*, 7 novembre 2016.



Jérôme DE LESPINOIS

- Conférence « La création de l'école supérieure de guerre aérienne (1936) et la formation des aviateurs à la stratégie », colloque international *The Education of an Air Force, 1914-2014*, Royal Military College of Canada, Ontario, 2-4 novembre 2016.

- Conférence « La chaîne de commandement et la conduite des opérations », colloque *De Gaulle et la défense de la France, d'hier à aujourd'hui*, Fondation Charles de Gaulle, Sénat, 10 novembre 2016.



Céline MARANGÉ

- Article « [Ouzbékistan : une quête d'autonomie contrariée](#) », *Questions internationales*, 82, numéro spécial « L'Asie centrale. Grand jeu ou périphérie », novembre 2016, p. 80-87.

- Conférences « Réforme des structures de force : quels outils pour quels buts ? », « Russie 2016 : Le retour à une politique de grande puissance », IFRI, 24 novembre 2016.

- Interview, « [Episode 52 : Khrouchtchev et Mao en maillot : La piscine de l'humiliation ou la rupture sino-soviétique](#) », émission « La Fabrique de l'Histoire », *France Culture*, 21 novembre 2016.



Alice PANNIER

- Conférence « [The Academic Edge: Brexit and European Security in Long-Term Perspective](#) », colloque *Brexit – What It Means for European Security and Defence*, School of Security Studies, King's College London, 9 novembre 2016.



Marianne PÉRON-DOISE

- Conférence « Economies des sanctions : l'exemple nord-coréen », colloque *Les sanctions économiques : des habits neufs, une efficacité toujours contestée*, Journées Economiques (JECOS) de Lyon, Fondation pour l'Université de Lyon, 9 novembre.

- Conférence « Governing the oceans : Indian ocean perspectives », workshop *Maritime Gouvernance in South Asia : the potential for Trade, Security and Sustainable Development*, Institute of South Asian studies, l'Université Nationale de Singapour, Singapour, 29-30 novembre 2016.



Pierre RAZOUX

- Conférence « Geopolitical changes in Northern Africa and the Mediterranean Area since the Arab Spring », colloque international *Geopolitical Crises in the Islamic World*, Université Shahid Beheshti, Téhéran, 14-15 novembre 2016.

- Conférence « USA, Russia and China – Global rivals in the Middle East », Université Tarbiat Modares, Téhéran, 16 novembre 2016.

- Interview « Siège, assaut frontal, enlèvement : quels scénarios pour la bataille de Mossoul », *Le Journal du Dimanche.fr*, 3 novembre 2016.

- Interview « Évolution de la situation politique et géopolitique en Iran », émission « Les enjeux internationaux », *France Culture*, 24 novembre 2016.

- Rapporteur et membre du jury de la thèse que Marjorie Bordes-Baillé a soutenu le 28 novembre 2016 à l'Université Paris 5 Descartes sur « *Les évolutions de la sécurité dans le golfe Persique depuis la révolution islamique iranienne : Les perceptions des menaces par les États du Golfe et leurs influences sur les politiques de sécurité* ».



Benoit de TRÉGLODÉ

- Article « [Délimitation maritime et coopération sino-vietnamienne dans le golfe du Tonkin \(1994-2016\)](#) », *Perspectives chinoises*, 3,

2016, p. 33-41.

- Conférence « Le Vietnam et ses partenariats stratégiques », colloque *France – Vietnam : une nouvelle dynamique de coopération ?*, AAFV, Palais du Luxembourg, 18 novembre.



Amélie ZIMA

- Recension, Jean-Michel De Waele et Anna Paczesniak (dir.), *Comprendre la Pologne*, L'Harmattan, 2016, in *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 47:3, p. 174-178.

- Conférence « The NATO Summit in Warsaw: Historical Explanations and Perspectives », colloque international *NATO Towards the Challenges of a Contemporary World : After the Warsaw 2016 Summit*, Université de Lodz et Université Charles, Lodz, Pologne, 15-16 novembre 2016.



Océane ZUBELDIA

- Conférence « Drones and Alternative energies: mixing technologies to achieve a new model », colloque international *Innovative Energy Solutions for Military Application (IESMA)*, NATO Energy Security

Centre of Excellence State Military Scientific Technical Center "DELTA" of the Ministry of Defense of Georgia and NATO Emerging Security Challenges Division (Science for Peace and Security Program), Vilnius, Lituanie, 16-18 novembre 2016.

VEILLE SCIENTIFIQUE

RELIGION ET CONFLITS

Xavier CRETTEZ, « [Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent](#) », *Revue française de science politique*, 66:5, 2016, p. 709-727.

Cet article s'interroge sur la notion très usitée de radicalisation et propose un état des recherches sur ce sujet. À travers des exemples tirés d'expériences diverses de combat, autant islamistes que nationalistes, il pose un regard non essentialiste sur la notion de radicalisation exagérément reliée aux seules études sur l'islamisme djihadiste. Il propose également un modèle d'analyse des phénomènes d'engagement progressif dans la lutte armée, privilégiant une analyse processuelle de l'engagement et une mise en avant de certains facteurs déterminants. Parmi ceux-ci, l'article privilégie une approche sociologique des formes de socialisation et d'adaptation cognitive à la violence, ainsi que psychosociologique, insistant sur les liens entre recours à la violence et rehausse de l'estime de soi.

FORCES ARMÉES ET RELATIONS TRANSATLANTIQUES

Beth ASCH *et al.*, [Can We Explain Gender Differences in Officer Career Progression?](#), Rand Corporation, 2016, 131 p.

Alors que les armées américaines reflètent de plus en plus la diversité de la société américaine, force est de constater que celle-ci ne transparait toujours pas au niveau des grades les plus élevés. Les officiers féminins, ainsi que ceux issus des minorités, ont en effet peu de chance d'occuper un poste d'officiers supérieur ou général. Ainsi en 2013, les femmes représentaient 19,4% des officiers subalternes, 13,8% des officiers supérieurs mais seulement 7,7% des officiers généraux. Les mêmes tendances se retrouvent avec les minorités. La diversité du corps des officiers reste donc une préoccupation du *Department of Defense*.

Comprendre cette sous-représentation des femmes et des minorités chez les officiers implique donc d'appréhender les différences qui existent en termes de progression de carrière ainsi que les nombreux facteurs qui créent ces différences. C'est l'objectif de ce rap-

port de la Rand Corporation.

LCL Arnaud PLANIOL

DÉFENSE ET SOCIÉTÉ

« [After Afghanistan](#) », *Res Militaris*, ERGOMAS Issue n°3, octobre 2016.

Res Militaris est une revue européenne d'études militaires, bilingue, publiée en ligne, ayant à son actif plus de quinze numéros depuis sa création en 2010. Il y a deux ans, elle s'est associée à l'*European Research Group on Armed Forces and Society* (ERGOMAS), réseau européen de chercheurs en sociologie militaire à qui il manquait une revue scientifique pour valoriser ses colloques bisannuels. La dernière livraison, codirigée par Eyal Ben-Ari et Karl Ydén est consacrée à « l'après-Afghanistan ». Le fil conducteur de ce numéro suggère que l'Afghanistan constitue l'archétype des conflits armés contemporains et propose d'en examiner quelques caractéristiques-clés. L'article de Yonatan Freeman et Yagil Levy, « [The Trade-Off between Force and Casualties in Democracies at War](#) », explore, en comparant trois pays, la confrontation entre l'acceptation des pertes militaires de son camp et celle des civils du camp opposé. Lars Wikman, dans « [War with the Terrorists, or Rebuilding a Nation in Need ?](#) » modélise la question de la justification de l'envoi de troupes en opération, la nature des finalités données à la décision d'intervenir contribuant largement à maintenir ou à faire chuter le soutien de l'opinion publique. Dans « [Whom to Obey ? : The Dilemma for the NATO ISAF Commander, May 2006 – February 2007](#) », Brian Babcock-Lumish analyse les enjeux que représente la multiplicité des chaînes de commandement dans une opération multinationale comme fut celle de la FIAS (Force internationale d'assistance et de sécurité) en Afghanistan. Maren Tomforde, dans son article « [Combat Soldiers and their Experiences of Violence in Post-Heroic German Society](#) », examine la perception, par l'opinion publique allemande, de l'implication de la Bundeswehr dans le conflit afghan. Les allemands furent réticents à voir leur armée impliquée dans des combats surtout après 2009, et ont marginalisé les soldats de retour au pays jusqu'à une période récente, en en faisant uniquement des victimes de traumatismes et non des soldats ayant été confrontés à la violence et à la mort devant bénéficier d'une réintégration pleine et entière dans la société.

Barbara JANKOWSKI

ARMEMENT ET ÉCONOMIE DE DÉFENSE

Sreemati GANGULI, « [Energy Interdependence as a Strategic Factor in the Post-Cold War Context](#) », *Strategic Analysis*, 40:3, 2016, p. 185-198.

Cet article propose une analyse des enjeux liés à l'énergie. L'auteur relève le caractère stratégique de ce domaine et les effets sur les rapports entre les États. L'évolution actuelle montre que l'énergie est source d'alliance, voire d'interdépendance, alors que paradoxalement elle concerne les intérêts nationaux. Quel dénominateur commun pousse les États à agir à l'unisson ? Principalement la nature des défis sécuritaires, économiques et environnementaux. Depuis le sommet de Bucarest en 2008, le rôle de l'OTAN n'a cessé d'être renforcé, notamment en matière de protection des infrastructures énergétiques critiques. Cette ambition est portée à Vilnius par le NATO Energy Centre of Excellence qui propose des initiatives internationales visant : le transfert technologique de la sphère civile au militaire, l'intégration de solution énergétique innovante et mature, et l'efficacité énergétique.

Océane ZUBELDIA

AFRIQUE

Currin SINGH et Arjun Singh BEDI, « [War on Piracy: The conflation of Somali piracy with terrorism in discourse, tactic, and law](#) », *Security Dialogue*, 47:5, 2016, p. 440-458.

Cet article démontre que depuis 2005, les discours sécuritaires internationaux confondent la piraterie maritime au large des côtes somaliennes et le terrorisme. Les décideurs politiques et les bailleurs américains et européens ont entretenu cet imaginaire collectif afin de présenter les pirates somaliens comme des terroristes liés au groupe Al Shabaab ou Al-Qaïda, autorisant ainsi une militarisation de la réponse. Cette confusion dans le discours entre piraterie et terrorisme a permis de lancer une guerre tactique qui s'apparente à celle adoptée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Quand les pirates étaient encore actifs, cette approche les a poussés à des actions encore plus audacieuses. L'article conclut que l'expansion de la tactique de lutte contre le terrorisme à la lutte contre la piraterie ne permet pas de répondre véritablement aux causes de la piraterie. Elle ne tient pas compte des motivations des pirates, ni des réalités

locales. Cet article propose de passer d'une réponse militaire à une réponse plus développementale afin de contenir et de prévenir la piraterie. Il invite à se concentrer sur les autorités locales et sur les processus traditionnels de règlement des conflits. L'auteur de cet article s'inscrit dans les études critiques des relations internationales, sa méthode inclut l'analyse des discours, des rapports officiels, l'observation des procès au Kenya et des entretiens semi-directifs avec des décideurs politiques, des officiers, des avocats et des négociateurs au Kenya.

Sonia LE GOURIELLEC

ASIE DU SUD-EST

Harry H. SA, « [The Rise of Trump and Its Global Implications – A Trump Presidency: Valuable Lesson and Opportunity for ASEAN](#) », RSIS, 22 novembre 2016.

La victoire de Donald Trump a plongé l'Asie du Sud-Est dans un profond climat d'incertitude. Le potentiel protectionnisme et isolationnisme des États-Unis suggéré par ses discours de campagne risque de mettre à mal la stratégie des États membres de l'ASEAN pour se prémunir contre la Chine. L'article suggère que la perte de l'élément stabilisateur que représente les États-Unis sera génératrice d'une brèche dans laquelle la Chine ne manquerait pas de s'engouffrer et doit ainsi constituer une opportunité pour l'ASEAN de renforcer sa centralité. Il s'agirait de faire l'effort volontaire pour les États membres d'élaborer une politique internationale collective et unifiée afin de faire face à l'influence économique, politique et stratégique de la Chine à laquelle les États seuls ne peuvent résister. Si le retranchement des États-Unis n'est pas un fait accompli, sa simple éventualité doit néanmoins entraîner une réelle prise de conscience de la nécessité d'une unité en ASEAN.

Collin Koh Swee LEAN, « [Malaysia's Navy Deal with China: Meeting A Complex Security Challenge](#) », RSIS, 2 novembre 2016.

La récente visite du Premier Ministre Najib Razak à Pékin a donné lieu à une décision qualifiée d'« historique » : un contrat de défense d'une durée de deux ans pour l'achat par la Malaisie de quatre navires LMS (Littoral Mission Ship) à la Chine, divergeant ainsi de l'équipement naval occidental habituellement utilisé. L'article met toutefois cette décision en perspective en faisant état de la nécessité pour la Malaisie d'entretenir une flotte navale réactive, efficace et te-

nant compte du budget alloué menant au développement d'une flotte « hybride » composée de coques chinoises et de différents composants tant occidentaux que chinois. Cet achat ne témoigne donc pas nécessairement d'un revirement géopolitique vers la Chine mais plutôt d'une prise en charge de besoins plus immédiats.

Benoît DE TRÉGLODÉ

John PARK et Jim WALSH « [Stopping North Korea Inc : sanctions effectiveness and unintended consequences](#) », Étude du Massachusetts Institute of Technology, Security Studies Programme, août 2016, 64 p.

Cette étude minutieuse traite de l'impact des sanctions prises à l'encontre du développement du programme d'armes de destruction massive de Pyongyang. Son objet est de déterminer si les sanctions avaient pour intention de réduire ou de stopper le programme nucléaire et balistique nord-coréen, si elles ont généré des effets négatifs ou positifs et enfin comment en améliorer l'efficacité. La méthodologie des auteurs consiste à cibler le système d'acquisition des compagnies étatiques de commerce nord-coréennes. Pour cela ils ont réalisé des entretiens avec des réfugiés nord-coréens durant 3 ans. Leurs conclusions suggèrent que les sanctions ont failli à empêcher Pyongyang d'acheter les éléments nécessaires au développement de son programme d'armes mais qu'elles restaient valables dans leurs principes. Toutefois l'intérêt de l'étude résulte dans les bénéfices opérationnels résultant de l'approche de terrain des auteurs avec la mise au jour des pratiques commerciales de contournement nord-coréenne : recours à des intermédiaires chinois habiles et pouvant plus facilement traiter via des sociétés privées chinoises, résidence en Chine, utilisation de Hong Kong et de l'Asie du Sud-Est comme hub commerciaux, recours aux ambassades nord-coréennes à l'étranger. Ces conclusions, on le voit, ramènent à la Chine. Pour autant, les activités illicites d'acteurs privés chinois n'autorisent pas à conclure que l'État chinois encourage de telles pratiques. Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'étude que de donner un éclairage sur des pratiques de contournement sans en tirer de conclusions politiques définitives aboutissant à faire de la Chine le principal responsable de l'échec de la politique de sanctions de la communauté internationale à l'encontre de la Corée du Nord.

Marianne PÉRON-DOISE

MAGHREB / MOYEN-ORIENT

Patrick HAIMZADEH, « [Londres fait son autocritique sur la Libye, Paris persiste et signe](#) », *Orient XXI*, 6 octobre 2016.

L'auteur de l'article, connaisseur averti de la Libye et des questions de défense, analyse le récent rapport de la commission des affaires étrangères de la Chambre des Communes britannique sur l'intervention militaire en Libye. A partir des témoignages des principaux acteurs de l'époque, ce rapport offre un regard précis et sans fard des motivations et des processus de décision qui ont conduit à ce conflit, ainsi que la question non moins importante de la gestion du « jour d'après ». L'auteur de l'article insiste sur le déficit de vision claire des réalités libyennes de la part des intervenants militaires, conséquence d'une récusation de l'expertise existante et de la complexité du dossier libyen. Enfin, il s'interroge sur le fait que l'exercice d'analyse critique auxquels se sont livrés les parlementaires britanniques n'a connu aucun équivalent en France.

Flavien BOURRAT

Ahmed MAHDI, « **The Middle East and Donald Trump** », *Al-Ahram Weekly*, 17 novembre 2016.

L'article examine l'impact de l'élection de Donald Trump au Moyen-Orient, en revenant sur ses controverses. Au sujet des opérations contre Daech, la stratégie consistant à s'opposer au renversement de Bachar el-Assad pour pouvoir se concentrer sur les attaques contre Daech en coopération avec la Russie, semble cependant efficace. Quant aux déclarations relatives aux musulmans, la plupart des experts conviennent qu'elles freineront la coopération avec les pays arabes. Cependant, ces derniers semblent avant tout vouloir négocier avec Donald Trump afin de servir leurs intérêts. L'auteur conclut que la politique américaine au Moyen-Orient sera moins risquée que celle qui aurait été conduite par Clinton. Il reste à espérer que la présence de conseillers néoconservateurs dans l'équipe du président et les comportements imprudents de ce dernier ne conduisent à un désastre majeur au Moyen-Orient.

Béatrice LE BON VUJANOVIC

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

Chine : les visages de la justice ordinaire, entre faits et droit

Stéphanie BALME, Les Presses de Sciences Po, 2016, 334 p.



Cet ouvrage, fruit d'un long travail de recherche et d'investigation de la part de son auteur, Stéphanie Balme (CERI- Sciences Po), présente une vision globale du système judiciaire et juridique actuel de la Chine tout en replaçant ce dernier dans le contexte historique des nombreuses réformes dont il a fait l'objet. La Chine étant désormais un acteur incontournable de la scène internationale, l'appréhension de l'évolution de ce système est devenue une nécessité.

Les recherches, confrontées à une étude de terrain la plus exhaustive possible, incluant les tribunaux populaires et intermédiaires chinois, constituent une analyse très fouillée et objectivée permettant de distinguer les disparités entre discours, droit et pratique judiciaire.

Un premier chapitre dévoile qu'en dépit d'un meilleur accès au droit pour les justiciables, l'élaboration des normes demeure chaotique en pratique. Les réformes en la matière se font par tâtonnement et le pouvoir législatif de l'Assemblée Nationale populaire, garanti à l'article 57 de la Constitution, est en réalité largement délégué au gouvernement et aux administrations. Une absence de hiérarchie des normes réelle ne favorise pas non plus la création d'un système harmonisé entraînant un climat d'insécurité juridique. L'auteure démontre en effet que si la Constitution est officiellement reconnue comme norme supérieure à laquelle il faut se soumettre, l'absence de contrôle réel de constitutionnalité et de garantie des droits fondamentaux développée au chapitre 8 empêche de parler de hiérarchisation effective. Ce positionnement restrictif du constitutionnalisme, sous fond de méfiance à l'égard de concepts occidentaux, témoigne en réalité d'une

profonde ignorance par le peuple chinois de sa propre histoire constitutionnelle, fruit d'un travail de censure méthodique.

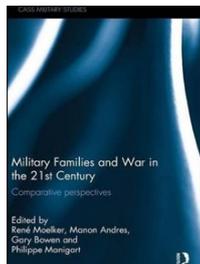
Concernant la justice, les institutions ont été réformées afin d'améliorer leur efficacité. De nouvelles installations modernes et flambant neuves et la mise en place d'une numérisation judiciaire par des logiciels dématérialisant les procédures, assurant leur suivi et évaluant les performances des juges, permettent un meilleur accès à la justice. Ce qui est rendu nécessaire par le développement croissant des litiges en Chine. Toutefois, cette modernisation ainsi que la professionnalisation des magistrats, le pourcentage de réussite moyen à l'examen commun aux professions juridiques et judiciaires variant dorénavant de 9% à 21% en fonction des années, ne garantissent pas l'autonomie de la justice. Cette dernière reste en effet dépendante du Parti tant sur le plan financier qu'à l'égard des agents administratifs dont les juges populaires recherchent le conseil avant toute prise de décision. La médiatisation des procès pénaux et la prise en compte par les juges de « l'indignation populaire », favorisées par internet et les réseaux sociaux, contribuent à l'ingérence du politique et du peuple dans la bonne administration de la justice. L'autonomie du pouvoir judiciaire ne se présente donc pas sous les meilleurs auspices.

L'évolution vers un État de droit, nécessitant l'indépendance du pouvoir judiciaire et la soumission à des normes juridiques intelligibles et universelles, semble incertaine pour cet État en quête de légitimité tant sur le plan international qu'à l'égard de sa population.

Lorraine PAQUIN

Military Families and War in the 21st Century. Comparative Perspective

Moelker RENÉ *et. al.* (dir.), Routledge, 2015, 348 p.



Cet ouvrage collectif traite les thèmes touchant les militaires et leurs familles, et soulève des questions

qui touchent les militaires déployés en opérations extérieures : quel est le soutien apporté à leur famille avant, pendant et après les missions ? Les séparations entre les militaires et leurs familles sont de plus en plus fréquentes et longues. Tout d'abord, comment l'évolution des missions et des tâches affecte-t-elle les soldats et leurs familles ? Deuxièmement, quel est l'effet des déploiements sur ceux qui restent ? Troisièmement, quels sont les systèmes mis en place dans chacun des pays pour soutenir les familles et comment ont-ils évolué dans le temps ?

Ce livre propose une approche multidisciplinaire, avec des contributions de différentes disciplines comme la psychologie, la sociologie, l'histoire ou l'anthropologie. Les exemples traités couvrent un large éventail de pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis, la Belgique, la Turquie, l'Australie et le Japon, mais la France est absente.

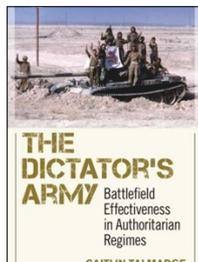
Soixante ans après la publication de *Families Under Stress: Adjustment to the Crises of War Separation and Reunion*, l'ouvrage de référence de Reuben Hill sur les problèmes liés à la séparation et aux retrouvailles entre les militaires et leurs familles durant la Seconde Guerre mondiale, ce livre collectif apporte l'éclairage d'études empiriques trop peu nombreuses sur une dimension qui affecte pourtant, en bout de chaîne, le moral du militaire déployé. Un des chapitres se penche sur le cycle émotionnel inhérent au déploiement des militaires de la Bundeswehr envoyés en Afghanistan. La phase qui précède le départ n'est pas la plus aisée à vivre. De manière surprenante, ces enquêtes montrent que la plupart des familles de militaires résistent plutôt bien aux séparations. Le soutien du commandement sur place et une bonne prise en compte organisationnelle des déploiements aident à surmonter le stress causé par ces longues absences. Dans l'étude britannique, on découvre que la perception de l'importance respective des impératifs familiaux et de carrière diverge au sein des couples : le militaire a fréquemment le sentiment de sacrifier sa carrière alors que son conjoint pense que c'est la vie familiale qui souffre du rythme imposé par la vie militaire. Les auteurs concluent par une liste conséquente d'efforts à fournir dans l'avenir pour mieux prendre en compte une dimension par trop méconnue.

Un volume qui démontre comment la recherche académique peut se mettre au service d'un problème à la fois intime et vital pour l'institution.

Barbara JANKOWSKI

The Dictator's Army: Battlefield Effectiveness in Authoritarian Regime

Caitlin TALMADGE, Cornell University Press, 2015, 304 p.



Caitlin TALMADGE, professeur-assistant à la *George Washington University*, tente de comprendre pourquoi les armées de certaines dictatures se révèlent très efficaces sur le champ de bataille tandis que d'autres s'effondrent rapidement.

L'auteure démontre qu'un lien existe entre les menaces intérieures auxquelles l'État est confronté, le type d'organisation de l'armée et l'efficacité de cette dernière sur les théâtres d'opérations. En outre, si un régime autoritaire fait face à des menaces de coup d'État et connaît des relations civilo-militaires conflictuelles, il organisera son armée de façon à réduire sa capacité à commettre un putsch, affaiblissant de fait son efficacité en cas de guerre avec un autre État. En revanche, si un État autoritaire ne rencontre pas ou peu de menaces internes et entretient des relations civilo-militaires harmonieuses, alors ce régime optimisera l'organisation de son armée, maximisant ainsi ses capacités à mener à bien ses opérations. Par ailleurs, un régime développera d'autant plus sa puissance militaire s'il se dote d'une politique étrangère axée sur la contestation des frontières.

Plus particulièrement, l'auteure étudie les cas des guerres entre le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord de 1963 à 1975 et la guerre entre l'Irak et l'Iran de 1980 à 1988. Elle démontre ainsi que la supériorité militaire du nord Vietnam s'explique par le type d'organisation de son armée. Ne faisant pas face à des menaces internes, l'État décida d'en développer la puissance. En revanche, l'État sud-vietnamien, obnubilé par la peur d'un renversement, choisit de structurer son armée de façon à prévenir tout coup d'État, annihilant alors ses propres capacités de combat. De la même façon, l'auteure avance que l'Irak remporta la guerre contre l'Iran car Saddam Hussein réforma certaines unités en levant les mesures tournées vers

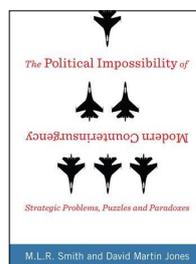
la prévention de rébellion.

Ce livre s'inscrit dans la littérature sur l'efficacité des forces armées. Toutefois, tandis que cette littérature a mis en exergue le rôle joué par les menaces extérieures sur la prise de décision sécuritaire, l'analyse de Caitlin TALMADGE révèle que les dictatures, souvent conscientes des activités à mettre en place pour développer la puissance de leurs armées, préfèrent parfois les affaiblir afin de minimiser le risque de coups d'État. En tentant de prédire et d'expliquer la puissance militaire qu'un État autoritaire peut générer, cet ouvrage s'adresse particulièrement aux politistes et aux décideurs publics. Si, comme le veut la théorie de la paix démocratique, les guerres impliquent désormais au moins un État dictatorial, comprendre l'efficacité de ces armées devient alors essentiel.

Blandine SIXDENIER

The Political Impossibility of Modern Counterinsurgency: Strategic Problems, Puzzles and Paradoxes

M.L.R. SMITH, David M. JONES, Columbia University Press, mai 2015, 262 p.



M.L.R. Smith, du département des *War Studies* à l'Université King's College de Londres et David. M. Jones, professeur à l'Université du Queensland, étudient la place de la contre-insurrection dans la pensée stratégique occidentale, en particulier aux États-Unis depuis le 11 septembre 2001. Partant du constat qu'à ce jour, la contre-insurrection prend une place centrale dans la résolution des conflits de basse intensité, l'ouvrage questionne la pertinence de ce paradigme et en souligne les limites.

Aux États-Unis, les manuels de doctrine militaire attribuent les origines de la pensée contre-insurrectionnelle au Royaume-Uni, du fait de son expérience des conflits de basse intensité, en Irlande du Nord par exemple. Déconstruisant ce mythe, les auteurs prouvent que cette « tradition contre-

insurrectionnelle » n'est en réalité qu'une construction *a posteriori* qui ne possède aucun fondement théorique ou pratique.

Leur critique principale concerne l'incapacité de la théorie moderne de contre-insurrection de percevoir que les guerres dites conventionnelles et les conflits de basse intensité sont de même nature. Cette théorie n'accorderait aux acteurs non étatiques ni volonté, ni objectifs politiques, au mépris de l'analyse clausewitzienne concevant toute forme de guerre comme la continuation de la politique par d'autres moyens. En dépolitisant la guerre insurrectionnelle, la contre-insurrection banaliserait et décontextualiserait chaque conflit, les considérant comme une variation d'un même modèle sans prendre en compte leurs spécificités politiques, sociales et culturelles. De plus, elle détourne le terme de stratégie en le vidant d'une de ses composantes essentielles : le jugement politique.

Les théoriciens et praticiens traditionnels de la contre-insurrection déclarent que les conflits insurrectionnels auraient tous une origine commune : la violation d'un contrat social et l'absence de prospérité économique et sociale. Selon les auteurs, la rigidité presque dogmatique de la doctrine contre-insurrectionnelle paralyserait le pouvoir politique dans sa prise de décision et ne proposerait paradoxalement qu'un panel de solutions tactiques et opérationnelles prédéterminées à un conflit en perpétuelle évolution. Pour eux, les insurrections seraient à l'inverse hautement politiques et donc imprédictibles, ce qui rendrait la doctrine de contre-insurrection inadaptée et potentiellement vectrice d'instabilité, comme cela a été le cas en Irak.

Par conséquent, la doctrine de contre-insurrection simplifierait à l'extrême des situations politiques délicates et territorialiserait des contestations qui évoluent dans un monde globalisé. Cet ouvrage, déconstruisant la théorie de contre-insurrection pour promouvoir la politisation et la recontextualisation des conflits violents, se présente donc comme une lecture incontournable pour penser les dilemmes stratégiques contemporains.

Océane TRANCHEZ

Politique chinoise dans les mers de Chine : souveraineté, sécurité et coopération

Dossier spécial *Perspectives chinoises*, 3, 2016, 85 p.



Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la Chine fait des questions maritimes l'une de ses priorités. Ce dossier, coordonné par Sébastien Colin, chercheur au Centre d'études français sur la Chine contemporaine (CEFC) et maître de conférences à l'INALCO, analyse les évolutions de la politique chinoise dans ses mers en termes d'enjeux de sécurité, de souveraineté et de coopération.

Dans une première intervention, Mathieu Duchâtel (European Council on Foreign Relations) traite de l'échec du mécanisme de gestion de crise sino-japonais. Ainsi, il relève une augmentation des risques d'incidents maritimes en Asie orientale. Selon lui, la Chine instrumentalise les négociations avec le Japon pour atteindre un certain nombre d'objectifs de politique extérieure liés à la souveraineté et à l'équilibre des pouvoirs. Motivée par une volonté de gains territoriaux et politiques, la Chine serait prête, affirme l'auteur, à accepter un certain niveau de risque.

Or, pour mener à bien cette politique de confrontation ouverte dans les mers de Chine, le pays a dû réformer les différentes agences d'application de la loi maritime. Shinji Yamaguchi (NIDS, Tokyo) montre que depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping il existe une meilleure coordination entre les différents acteurs maritimes chinois. Ces efforts se traduisent par la mise en place d'opérations coordonnées et le renforcement de la puissance maritime chinoise. Pour illustrer ses propos, l'auteur analyse deux études de cas détaillées : l'incident de la plate-forme pétrolière de 2014 et les travaux de remblaiement dans les îles Spratleys.

Dans un troisième temps, Benoit de Tréglodé (IRSEM) aborde un autre aspect de la politique chinoise, celui de la coopération sino-vietnamienne dans le golfe du Tonkin. Assez limitée en termes d'actions concrètes,

cette orientation met en lumière la position délicate du Vietnam, qui cherche à maintenir un équilibre entre politique de coopération et stratégie de défense, face à une Chine plus puissante. Finalement, ces initiatives de coopération peuvent être comprises comme un moyen pour la Chine d'obtenir la confiance des pays voisins.

Enfin, Alexandre Sheldon-Duplaix (Service historique de défense) décrit les efforts déployés par Pékin pour devenir une puissance maritime. Selon lui, la puissance actuelle de la marine chinoise n'a qu'une portée régionale. Néanmoins, l'auteur affirme qu'en modernisant son armée Xi Jinping a atteint les objectifs qu'il s'était fixés, à savoir : dissuader une éventuelle intervention américaine dans la région et rendre impossible une indépendance de droit à Taïwan.

Aidées de cartographies et de graphiques de grande qualité ces contributions traitent avec acuité des différents enjeux d'ordre sécuritaire, économique, géostratégiques, de coopération et de puissance navale qui motivent la politique maritime actuelle de la Chine.

Canelle BEUZE

À VENIR

1^{er} décembre : table ronde *Seizing the Motivations of Contemporary Military Interventions*

La table ronde sera organisée par l'IRSEM, amphithéâtre Lacoste à l'École militaire de 17h30 à 19h30, avec Peter VIGGO JAKOBSEN (Royal Danish Defense College), Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER (IRSEM), Nadav KEDEM (CERI Sciences Po), Alice PANNIER (IRSEM), Stefano RECCHIA (Cambridge University) et Olivier SCHMITT (Center for War Studies, Université du Danemark du Sud).

2 décembre : table ronde sur la sociologie militaire

À l'occasion de la présentation des ouvrages de Christophe LAFAYE : *L'armée française en Afghanistan le Génie au combat (2001-2012)*, et respectivement des ouvrages collectifs de Said HADDAD : *Les armées dans les révolutions arabes : positions et rôles*, et de Claude WEBER : *Les femmes militaires*, l'IRSEM organise une table ronde sur la sociologie militaire.



5-7 décembre : colloque international NATO *Nuclear Deterrence After the Warsaw Summit*

Ce colloque, co-organisé par l'IRSEM, le Collège de Défense de l'OTAN et la Direction de la politique nucléaire de l'OTAN, se tiendra au Collège de Défense de l'OTAN à Rome. Sept tables rondes réuniront d'éminents spécialistes des questions nucléaires militaires.



16 décembre : séminaire Jeunes Chercheurs

Le prochain séminaire des Jeunes Chercheurs se tiendra le mercredi 16 novembre, à l'École militaire.